

# Actualités sur...

## ... l'intégration et la ville

Bulletin d'information diffusé par l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville  
ORIV Alsace

### VIE DE L'ASSOCIATION

#### RETOUR SUR

##### L'ENGAGEMENT DE RESPONSABLES ASSOCIATIFS EN ALSACE

Ce document n'a pas la prétention de répondre véritablement à la question posée au préalable, à savoir en quoi la participation à la vie associative, des populations « issues de l'immigration », favorise leur intégration. Cependant, la réalisation de six entretiens auprès de personnes d'origine différente, participant à des associations dites communautaires ou généralistes, a permis de mettre en lumière des constats intéressants. (*Suite de la présentation en page centrale, colonne de gauche*) - Document publié en Octobre 2003, disponible sur [www.oriv-alsace.org](http://www.oriv-alsace.org)

#### ACTUALITES

##### ÉTUDE « PARTICIPATION ET ASPIRATIONS DEMOCRATIQUES DES HABITANTS »

Depuis 1998, le thème de la participation des habitants fait partie, pour l'ORIV, de ces axes d'interventions qui s'avèrent incontournables compte tenu de leur omniprésence et de leur récurrence, tant dans le domaine de la politique de la ville, que dans celui de l'intégration.

Après avoir eu une approche technique de l'outil « participation des habitants » dans les dispositifs politique de la ville, l'ORIV s'est questionné sur la part que peuvent prendre les associations dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques. L'observatoire souhaite aujourd'hui **centrer ses réflexions sur l'habitant et son rapport à la démocratie**, dans sa définition et sa pratique.

En effet, cette notion, d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens, semble être mise à mal par plusieurs constats : une forte abstention aux élections municipales ou nationales, une participation des habitants à la vie de la cité réduite (malgré l'injonction inscrite dans les dispositifs politique de la ville, une crise du bénévolat dans les associations, un sentiment de désillusion par rapport à la politique de la part d'un certain nombre d'habitants...

Afin de déterminer s'il existe des décalages entre les attentes des habitants et ce qui leur est proposé en terme de démocratie participative, et de les identifier le cas échéant, **l'observatoire réalise une étude-action sur le quartier Fonderie à Mulhouse**, en rencontrant notamment des professionnels, des élus et des habitants.

#### PERSPECTIVES

##### AÏD EL KEBIR / KURBAN BAYRAMI : ENTRE REGLEMENTATION ET PRATIQUES FESTIVES

SAMEDI 17 JANVIER 2003 - 4EME MATINEE D'ECHANGES - MULHOUSE  
Interventions de Mme Brisebarre, anthropologue et de M. Latahy, aumônier musulman. Tenue d'une table ronde composée d'élus locaux.  
Destinée en priorité aux collectivités locales, elle est ouverte à tous, uniquement sur inscription.

### AGENDA

#### Les seuils de la liberté de conscience dans le domaine religieux : Droits et responsabilité de l'individu envers une communauté

4 au 6 décembre – Strasbourg - Colloque organisé dans le cadre du programme interdisciplinaire "Liberté de conscience et religion", par le Centre Société, Droit et Religion, Strasbourg et l'Institut interdisciplinaire d'Ethique et des Droits de l'Homme, Fribourg Suisse  
Contact : Zazia Boubazine - Université Robert Schuman- 11, rue du Maréchal Juin - BP 68 - 67046 Strasbourg cedex  
Tél. : 03 88 14 30 23 Fax. : 03 88 14 30 24  
Mél. : [zazia.boubazine@urs.u-strasbg.fr](mailto:zazia.boubazine@urs.u-strasbg.fr)  
Site : [www-sdre.c-strasbourg.fr/](http://www-sdre.c-strasbourg.fr/)

#### Co-éducation, éducation partagée ?

8 décembre – Colmar - Rencontre départementale du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP)  
Contact : L'Orée  
4, rue des Vergers - 68100 Mulhouse  
Tél. : 03 89 59 19 37 Fax. : 03 89 43 86 59  
Mél. : [oree2@wanadoo.fr](mailto:oree2@wanadoo.fr)

#### Quels changements dans le droit des étrangers après la « loi Sarkozy » ?

8 décembre - CFDT – Paris - Journée d'information organisée par le GISTI sur la loi relative à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France  
Contact : GISTI - 3 villa Marcès - 75011 Paris  
Tél. 01 43 14 84 84 Fax. : 01 43 14 60 69  
Mél. : [gisti@gisti.org](mailto:gisti@gisti.org) Site : [www.gisti.org](http://www.gisti.org)

#### Les jeunes en difficulté : Leur place dans les politiques et dans la cité

27 et 28 janvier – CNAM - Paris – Premières Journées de la recherche sociale  
Contact : Brigitte Bouquet – Zaïa Rehiel - CNAM -  
Tél. : 01 58 80 83 03 Fax. : 01 58 80 87 10  
Mél. : [zaia.rehiel@cnam.fr](mailto:zaia.rehiel@cnam.fr)  
Site : [www.cnam.fr/travailsocial](http://www.cnam.fr/travailsocial)

## ENGAGEMENT ASSOCIATIF : QUELQUES ENSEIGNEMENTS

Avoir des responsabilités dans le milieu associatif, est un **enrichissement personnel** indéniable pour les personnes interrogées. En effet, c'est une source de pouvoir, puisqu'elles décident des principales orientations au sein de leur association et peuvent exercer une pression auprès des partenaires associatifs et institutionnels. Hormis le **sentiment de fierté** lié à leur **statut** au sein de leur association, elles le sont aussi du fait de leurs **origines ethniques** ou lorsque ce sont des **femmes**. Ayant fortement besoin de **pouvoir** et de **reconnaissance**, ceux qui prônent un pouvoir partagé au sein des instances décisionnelles de leur structure associative sont minoritaires. Pour assurer l'arrivée de nouvelles personnes au sein de l'association, il faut émettre l'éventualité de s'en aller ou de changer de fonctions, ce qui est rarement envisagé.

S'investir dans une association née de l'immigration ou une association généraliste n'a pas véritablement d'importance, l'essentiel étant d'apporter, selon eux, **des solutions même partielles aux problèmes des gens**. Leur implication est vitale, leur permettant une ouverture d'esprit et surtout un équilibre personnel, bien qu'il soit souvent difficile de concilier activité associative, professionnelle et familiale. Quant aux raisons de leur engagement, elles résultent de leur **parcours personnel** caractérisé par la **migration** (enfants d'immigrés ou immigrés) et / ou par l'**appartenance à des origines sociales modestes**.

L'engagement associatif a semblé être pour eux un **facteur d'intégration à la société française**. Il nécessite des contacts avec les institutions et permet donc une connaissance souvent fine des rouages administratifs. Pour certains d'entre eux, leur **insertion professionnelle** a été facilitée par la connaissance d'un réseau de personnes et par l'accumulation de savoirs. La vie associative leur a permis aussi de **mieux comprendre les enjeux politiques**, certains évoluent vers des associations plus engagées politiquement et d'autres sont passés à l'acte ou le souhaitent, à savoir quitter leur association pour se présenter à des élections locales, dans un **souci de représentativité de la population étrangère**.

## ZOOM DU MOIS

### VIES DE FEMMES : QUELQUES CONSTATS

Le numéro de **Comme la ville** (n° 12 - Septembre 2003) riche et agréable à lire, met en exergue les inégalités persistantes entre les deux sexes, dans notre société. Inégalités économiques et sociales plus criantes pour celles, qui vivent dans les quartiers « sensibles » en France. Pour les combattre, différentes initiatives sont menées par ces femmes, dans des domaines aussi différents que l'accès à l'emploi, la prévention de la santé, la facilitation aux démarches administratives...

Quelques chiffres éloquentes à retenir : le chômage est deux fois plus élevé dans les Zones Urbaines Sensibles que dans le reste de la France (25,4% hommes et femmes confondus). **Le taux de chômage des femmes en Z.U.S atteint 27,5% contre 15% pour l'ensemble des femmes en France !!** La responsabilité des familles monoparentales incombe très largement à ces femmes, près de 9 fois sur 10. Touchées par un taux de chômage élevé, certaines femmes créent leur activité dans les quartiers. Deux études ont été réalisées sur cette question dans le cadre d'une convention avec la D.I.V., qui mettent en lumière que les femmes créatrices d'activités dans « les quartiers », sont souvent d'origine étrangère et qu'elles s'appuient sur leur savoir-faire personnel pour créer des restaurants, des services traiteurs...

Face au clivage filles-garçons, sont mises en places différentes actions, notamment dans les établissements situés en Zone d'Education Prioritaire, comme à Aubervilliers, où les séances de sensibilisation à la drogue ont été remplacées par des interventions sur les rapports filles-garçons. « Les groupes de jeunes garçons et filles dans les quartiers populaires » sont aussi le thème, sur lequel Horia KEBABZA mène une recherche. Selon elle, subissant moins la pression familiale, les jeunes filles sortent davantage et s'affirment dans l'espace public, occasionnant des frictions avec les garçons. Nous vivrions donc une phase de transition et contrairement aux apparences, **les filles vont être de plus en plus visibles dans les quartiers**.

D'autres initiatives présentées dans ce magazine attestent de la combativité des femmes qui vivent dans ces quartiers, une note positive et enthousiasmante dans un contexte difficile...

### FEMMES... ET POLITIQUE D'INTEGRATION

La politique gouvernementale en matière d'intégration a été définie lors d'un **Comité Interministériel à l'Intégration** qui s'est tenu le 10 avril 2003. Elle se décline en **55 mesures** qui s'articulent autour de **trois axes** : « créer les conditions d'un accueil digne de ce nom », « encourager, permettre les conditions d'une promotion sociale et professionnelle », « agir contre l'intolérance, pour l'égalité des droits ».

Ce dernier volet recouvre la question de la lutte contre les discriminations et celle de **l'égalité homme/femme**.

Compte tenu de la situation faite à certaines femmes, de leur cumul d'handicap et du fait qu'elles sont considérées comme le 1<sup>er</sup> vecteur d'intégration, mais aussi comme les 1<sup>ères</sup> victimes, plusieurs mesures sont consacrées à cette question. Toute action menée doit être de nature à bénéficier effectivement aux femmes toutefois certains aspects font l'objet d'une approche spécifique (cinq mesures).

Les axes d'intervention retenus concernent les questions d'**orientation scolaire**, la diffusion des **droits en direction des femmes**, le refus de la violence dans les quartiers par la **multiplication des formes de soutien**, l'intégration de la question de l'**égalité dans l'enseignement civique**, la relance des **dispositifs de veille** et de **prévention des mutilations sexuelles**.

## FEMMES... ET RESPECT DES DROITS

Sur saisine du 1<sup>er</sup> Ministre (datant de novembre 2002), le **Haut Conseil à l'Intégration** (présentation de cette instance dans le n°1 d'Actualité sur... l'Intégration et la Ville) a été amené à produire un avis, en juillet 2003, sur « **Les droits civils des femmes issues de l'immigration** ». La place et le sort qui sont fait à certaines femmes issues de l'immigration sont un objet central de débat actuellement. Différents modes d'approche de la question peuvent être privilégiés. Le HCI a souhaité réfléchir plus particulièrement aux questions de **répudiation, d'excision, de mariages forcés, de polygamie et de néo-esclavage**. Se posent à travers ces enjeux, des questions de droit liées aux conflits entre la loi française, les conventions bilatérales et européennes. Le HCI prône le développement **de la connaissance des droits par ces femmes (au moment de l'accueil), la dénonciation des conventions bilatérales** ne reconnaissant pas le principe d'égalité, la prévalence de la « **loi du domicile** » quand elle est plus favorable aux femmes.

## HOMMES-FEMMES : QUELLES RELATIONS ?

Le **29 octobre** dernier, **La Médina** (Magazine des cultures et des sociétés) et les cercles de l'association « Les amis de la Médina » ont lancé une **campagne de mobilisation et de sensibilisation** sur le thème : « **Hommes- Femmes, quelles relations ?** », qui prendra fin en mars 2004 par l'organisation d'un colloque et la publication d'un livre blanc.

**Trente villes de France** sont concernées par cette campagne. Les débats sont animés et alimentés par des élus locaux et nationaux ainsi que des personnes qualifiées et des associations locales.

**A Strasbourg** (Palais des Fêtes) le 3 décembre une conférence est organisée sur « **20 ans après la marche des beurs, quelles relations hommes-femmes ?** » Le programme dans chaque ville et les comptes-rendus des rencontres sont disponibles sur le site de La Médina [www.lamedina.fr](http://www.lamedina.fr) ou au 01 42 43 23 36

## FEMMES DES QUARTIERS

Organisée par le Mouvement « **Ni putes, Ni soumises** », du 3 au 5 octobre dernier, la première Université a eu lieu à Dourdan (91) et a réuni 600 personnes. En conclusion, la Présidente du Mouvement, Fadela Amara, a interpellé le chef de l'Etat, en lui demandant de faire de la condition des femmes, un « **grand chantier national** »... Cet événement a notamment permis de faire le point sur les répercussions du mouvement sur le plan national.

Ainsi, six mois après la première marche, il revendique 23 comités locaux et 5 associations affiliées. De plus, les cinq propositions qu'il avait présentées au gouvernement le 8 mars 2003 commencent à trouver des résultats concrets :

- L'Etat a financé en partie les **Universités d'été** du mouvement.
- 24 sites d'accueil spécifiques pour les **femmes en situation de maltraitance** ont été mis sur pied dans les **commissariats**.
- La campagne autour du **Guide d'éducation au respect** commence début novembre. Le Ministère de la Jeunesse a prévu de le distribuer auprès de classes de 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> dans les collèges.
- Un **premier point d'écoute** pilote à l'attention des femmes qui en ressentent le besoin, est en cours d'élaboration dans la ville de Sainte-Geneviève des Bois, en Essonne.
- 50 appartements **d'hébergement d'urgence** pour les **jeunes filles en situation de rupture familiale** existeraient à ce jour.

Sources : le magazine *Pote à Pote* d'octobre 2003, le site internet : [www.macite.net](http://www.macite.net) + articles de presse disponibles au centre de documentation de l'ORIV.

## LEGISLATION / REGLEMENTATION

### La fin des contrats de plan

Le 19 septembre 2003, Jean-Paul DELEVOYE, Ministre de la Fonction Publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire a annoncé à Colmar, la **fin des contrats de plan**.

Le projet de loi de décentralisation, la redéfinition des grands objectifs de l'aménagement et du développement des territoires, la redéfinition de l'organisation territoriale de l'Etat aboutiront à « **la territorialisation des politiques publiques** ».

L'Etat souhaite inventer de **nouveaux modes de contractualisation avec les territoires**. Il est reproché aux Contrats de Plan Etat-Région d'être une procédure lourde n'aboutissant pas toujours à des actions concrètes. L'Etat proposera donc, aux nouveaux élus du printemps 2004, des « **contrats plus courts et plus ciblés** ». Ces nouvelles pratiques contractuelles seront **déclinables entre tous les acteurs** : si certains projets de territoire intéressent la région, il sera possible de concevoir un contrat Région-territoire, s'ils intéressent le national, un contrat Etat-Région ou Etat-département ou Etat-agglomération. Il s'agira de « **choisir les programmes qui sont les plus efficaces pour assurer le développement économique et la cohésion sociale** ». Les durées de contractualisation se négociant en fonction des projets. Un des objectifs centraux de ces nouvelles formes de contractualisation sera « **de raccourcir les délais entre la réflexion et l'action** ».

Les engagements de l'Etat dans les contrats de plan Etat-Région seront **maintenus jusqu'en 2004**.

Source : Le discours de Colmar, Jean-Pierre Delevoye, 19 septembre 2003 - La Gazette des Communes du 29 septembre et 6 octobre 2003.

## MOUVEMENTS

Monsieur **Philippe RALUY**, est directeur du Grand Projet de Ville de Strasbourg, depuis juillet 2003.

Coordonnées : CUS – Direction du GPV – 1, place de l'Etoile – 67070 STRASBOURG  
Tél : 03 88 43 64 27

Monsieur **Emmanuel BERTIN** a été nommé directeur régional du FASILD, prenant la suite de Monsieur François BARTHELME.

Coordonnées : FASILD – 1, rue de la Course – 67000 STRASBOURG  
Tél : 03 88 52 29 52

## CENTRE DE DOCUMENTATION

### RELATIONS HOMMES-FEMMES... POUR ALLER PLUS LOIN

Les femmes de l'immigration face aux discriminations raciales, sexistes, sexuelles

Actes d'un colloque organisé à Marseille le 22 novembre 2001, FASILD, 2003, 95 p.

Ce document rend compte d'une **volonté d'aborder un sujet peu travaillé : les femmes de l'immigration**. Il fait état des **obstacles faits aux femmes dans leurs rapports économiques et sociaux** mais aussi ceux relevant de la **sphère privée** subis au sein de la famille, dans le rapport homme/femme. Une attention particulière a été portée sur les jeunes filles, du fait d'un contrôle social accru.

L'action passe par une **intervention sur les stéréotypes de la société d'accueil** mais aussi sur un **combat par rapport aux enjeux culturels et cultuels**. Le document articule les contributions sur des analyses et des présentations d'expériences.

Les relations hommes-femmes dans les quartiers de la politique de la ville

Ce rapport présente les échanges d'un séminaire qui a eu lieu le 27 février 2003 (71 p.). L'enjeu était de « **replacer dans son contexte le processus de dégradation des relations hommes-femmes** » et la stigmatisation des quartiers politique de la ville dans ce domaine.

Après une approche historique de cette relation depuis le XIXème siècle, sont abordées les évolutions récentes (années 70). Cette approche est ensuite mise en perspective avec les tendances relevées dans les quartiers de la politique de la ville depuis les années 60. Les dernières parties sont consacrées à la prégnance masculine (domination symbolique et/ou physique). Le document conclut par une approche explicative de ces situations en proposant une lecture de la « **responsabilité des différents acteurs** ». Les différentes contributions invitent à considérer ces violences comme un des aspects des violences qui s'expriment plus généralement dans ces quartiers, ainsi que dans une articulation entre transformation des rapports de genre et bouleversements urbains et sociaux.

### UNE SEGREGATION DE PLUS EN PLUS MARQUEE !

Le Conseil d'Analyse Economique (CAE) a rendu, le 5 novembre 2003, un rapport portant sur **les mécanismes de ségrégation urbaine**. Il fait état du creusement des différences entre communes riches et ZUS. Jean-Paul FITOUSSI, Eloi LAURENT et Joël MAURICE (économistes), mettent en cause cette situation qui serait le fait d'un « **véritable système ségrégatif** » avec des espaces qui cumulent les handicaps.

*La dégradation de la situation économique a fortement touché les ZUS.* Le rapport souligne le caractère ségrégatif et le renforcement de la paupérisation dans ces espaces en même temps qu'une concentration des populations les plus fragiles, en particulier les populations immigrées. Ces derniers doivent également faire face à un certain nombre de discriminations. La paupérisation résulte du fait que les populations résidentes sur ces territoires sont plus exposées au risque de chômage et exclues du marché du travail. [Article du Monde, 6/11/03]

Info : Le CAE est une instance placée auprès du 1<sup>er</sup> Ministre pour éclairer les choix du gouvernement dans le domaine économique.

Pour aller plus loin : en lien avec cet article, le Monde souligne le fait que finalement seulement 0,36% du PIB en France est consacré à la politique de la Ville en 2003.

### NOUVEAUTES

#### OUVRAGES

Bessis Sophie, **L'Occident et les autres : Histoire d'une suprématie**, Paris, La Découverte, 2002

Gaymard Sandrine, **La négociation interculturelle chez les filles franco-maghrébine. Une étude de représentation sociale**, Paris, L'Harmattan, 2003

Morel Stéphanie, **Ecoles, territoires et identités. Les politiques publiques françaises à l'épreuve de l'ethnicité**, Paris, L'Harmattan, 2002

Penven Alain, Bonny Yves, Roncin Charles, **Au cœur de la cité : Vivre ensemble, travailler, s'engager**, Rennes, PUR, 2002

Tietze Nikola, **Jeunes musulmans de France et d'Allemagne : La construction subjective de l'identité**, Paris, L'Harmattan, 2002

#### DOCUMENT

Téléchargeable sur Internet :

Gevrey Michel, Conseil économique et social, **Les défis de l'immigration future**, 2003

A l'horizon 2020, la baisse de la population en âge de travailler ne pourra être compensée ni par la poursuite de la hausse de la fécondité ni par le relèvement du taux d'emploi des salariés les plus âgés. Face à cette perspective, le Conseil économique et social propose d'envisager autrement le **futur de l'immigration en France et en Europe et d'articuler une politique d'asile conforme aux conventions internationales et à notre Constitution**, une politique d'immigration mieux organisée et plus accueillante et une politique d'intégration respectueuse des règles et des valeurs de la République (présentation CES)  
[www.conseil-economique-et-social.fr](http://www.conseil-economique-et-social.fr)

#### VIDEO

Delumeau Martine, **Les gueules de l'emploi**, Paris, ADAV, 2002, 52 mn - Témoignages de victimes de discrimination raciale au travail ou à l'embauche.

Tavernier Bertrand, **Histoires de vies brisées : Les « double peine » de Lyon**, Paris, Little bear, 2001, 125 mn - Le réalisateur donne longuement la parole aux victimes de la double-peine à Lyon, qui sont allées jusqu'à la grève de la faim pour défendre le fait que : « nul ne peut être puni deux fois pour la même faute ».

Victor Jean-Christophe, **Géopolitique et religion**, Magazine *Les dessous des cartes*, Strasbourg, Arte 2003, 120 mn - A signaler notamment : Cartes et représentations de l'Islam, Histoire de l'Islam...

**Directrice de publication** : Murielle Maffessoli

**Rédaction** : Equipe de l'ORIV

**Contact** : Diane Hässig